

Samedi 21 mai :

Troisième séance : composition de chimie (trois heures), de 7 h 30 à 10 h 30.

Quatrième séance : composition de physique (trois heures), de 14 h 30 à 17 h 30.

Lundi 23 mai :

Cinquième séance : deuxième composition de mathématiques (quatre heures), de 7 h 30 à 11 h 30.

Sixième séance : deuxième composition française (trois heures), de 14 h 30 à 17 h 30.

Mardi 24 mai :

Septième séance : composition de dessin graphique (quatre heures), de 7 h 30 à 11 h 30.

Huitième séance : composition de langue vivante obligatoire (version : une heure trente), de 14 h 30 à 16 heures (1).

Neuvième séance : composition de langue vivante obligatoire (thème : une heure), de 16 h 15 à 17 h 15 (1).

Mercredi 25 mai :

Dixième séance : composition de calcul numérique (une heure trente), de 8 heures à 9 h 30.

Onzième séance : composition de langue vivante facultative (une heure trente), de 9 h 45 à 11 h 15 (1).

Jeudi 26 mai :

Douzième séance : composition de dessin d'imitation (trois heures), de 8 heures à 11 heures.

Les commissaires de surveillance pourront avancer la douzième séance, consacrée au dessin d'imitation, et faire exécuter cette composition le mercredi 25 mai, de 14 heures à 17 heures, si les salles nécessaires sont installées pour ce jour à cette heure.

Aucun candidat ne sera autorisé à composer à une autre époque. Tout candidat qui se présentera en retard à une séance sera exclu du concours.

Les candidats ne reçoivent des préfets aucun avis relatif à leur inscription, ni de l'école aucune convocation.

Ils doivent se rendre au centre qu'ils ont sollicité à la date fixée pour le commencement des examens écrits.

C'est à la préfecture ou à la sous-préfecture de la ville où ils doivent faire les compositions écrites qu'il leur appartient de s'adresser pour connaître le local où auront lieu ces compositions. C'est également auprès de ces organismes que les candidats non admis devront réclamer leur dossier à partir du 15 septembre 1960.

#### Examens oraux.

La lettre E (tirée au sort au début de la première séance du concours de 1959) servira de base à l'établissement de la liste alphabétique déterminant l'ordre de passage des examens oraux du concours de 1960 en ce qui concerne les candidats de Paris et de Versailles, à l'exception des candidats déclarés admissibles à un concours antérieur et dont l'ordre de passage aux examens oraux du concours de 1960 sera arrêté en fonction de leur nombre.

NOTA. — Pour le concours d'admission de 1961, il sera procédé, au début de la première séance d'examens écrits à Paris, à un tirage au sort de la lettre initiale qui déterminera l'ordre de passage des candidats de la région parisienne pour les examens oraux.

#### Masse individuelle.

La somme que tout élève nouvellement nommé doit verser au trésorier de l'école, à titre de fonds de masse individuelle, s'élève à 70 NF. Le versement est effectué uniquement en numéraire au moment de l'entrée.

#### Candidats étrangers.

Les conditions d'admission, au titre de la catégorie particulière, des candidats étrangers font l'objet de l'annexe 3 de l'instruction permanente précitée. Les conditions dans lesquelles les candidats étrangers peuvent être admis à suivre les cours de l'école, en qualité d'auditeurs externes, sont fixées par l'annexe 4 de la même instruction.

Pour l'année scolaire 1960-1961, les frais d'entretien, d'instruction et d'alimentation ainsi que le prix du trousseau seront fixés après la publication des résultats du concours.

Il est précisé, à titre purement indicatif, que pour l'année scolaire 1959-1960 le montant des frais d'entretien a été fixé à 2.640,92 NF, les frais d'instruction à 6.555,96 NF et le montant des frais d'alimentation à 960 NF.

Le prix du trousseau fourni par l'école a été fixé à 1.445,33 NF.

Les candidats étrangers ne sont pas redevables des frais d'instruction.

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur central du génie,  
THUAIRE.

(1) A l'exception de la version facultative en langue arabe, toutes les épreuves de langues sont faites sans dictionnaire.

## MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE

Décret n° 60-94 du 29 janvier 1960 concernant la protection des mineurs à l'occasion des vacances scolaires, des congés professionnels et des loisirs.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'éducation nationale, du garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre de la santé publique et de la population, du ministre de l'intérieur et du ministre du travail,

Vu les articles 93 et suivants du code de la famille et de l'aide sociale ;

Vu les articles 146 et suivants du code de la santé publique ;

Vu l'article R. 25 du code pénal ;

Le conseil d'Etat entendu,

Décète :

Art. 1<sup>er</sup>. — Toute personne physique ou morale qui, à l'occasion des vacances scolaires, des congés professionnels ou des loisirs, héberge collectivement hors de la résidence de leurs parents en ligne directe ou collatérale ou de leur représentant légal des mineurs de six à vingt et un ans, est soumise au contrôle de l'autorité publique pour tout ce qui concerne les conditions sanitaires, matérielles, morales et éducatives de cet hébergement. Toutefois, les articles 4 et 6 du présent décret ne sont pas applicables aux établissements qui accueillent exclusivement des jeunes gens de plus de dix-huit ans.

Ce contrôle s'étend également aux colonies de vacances recevant des enfants de quatre à six ans. Ces colonies sont régies par des dispositions particulières arrêtées de concert par le ministre de l'éducation nationale et le ministre de la santé publique et de la population.

Le contrôle de l'autorité publique s'étend également à toute personne physique ou morale qui, dans les mêmes circonstances, moyennant une contribution pécuniaire ou après placement par l'intermédiaire de tiers, organise ou assure l'hébergement de mineurs isolés visés à l'alinéa premier.

Le présent décret ne s'applique pas aux institutions et services recevant des mineurs qui leur sont confiés par décision judiciaire ou administrative et aux établissements et placements sanitaires.

Art. 2. — La surveillance instituée par le présent décret est confiée aux préfets. Elle s'exerce avec le concours des fonctionnaires et agents relevant du ministère de l'éducation nationale ainsi que de ceux relevant du ministère de la santé publique, chacun en ce qui concerne ses attributions propres.

Art. 3. — Pour l'exercice des fonctions qui lui sont dévolues par le présent décret, le préfet est assisté d'une commission dont la composition et les attributions sont fixées par décret.

Art. 4. — Toute personne désirant ouvrir ou faire fonctionner un centre d'hébergement de jeunes, provisoire ou permanent, un camp de vacances fixe ou itinérant, une colonie de vacances ou un centre de placement familial de vacances recevant des mineurs dans les conditions définies à l'article 1<sup>er</sup> doit en faire, au préalable, la déclaration.

Le préfet peut par arrêté motivé s'opposer à l'ouverture d'un établissement ou d'un centre de placement de vacances dans l'intérêt des bonnes mœurs ou de l'hygiène et, d'une manière générale, quand les conditions réglementaires d'ouverture ou de fonctionnement ne sont pas remplies.

Art. 5. — Des arrêtés ministériels fixent les conditions sanitaires, matérielles, morales et éducatives de fonctionnement des établissements et centres de placement régis par le présent décret, les modalités de la déclaration d'ouverture ainsi que celles de l'opposition préfectorale.

Sont ainsi déterminés les titres et garanties exigés du personnel de direction et d'encadrement et les conditions d'application de l'alinéa 3 de l'article 1<sup>er</sup>.

Art. 6. — Aucune aide financière ne pourra être attribuée sur les fonds publics aux organisateurs d'hébergements ou de centres de placement visés par le présent décret s'ils n'ont pas satisfait aux obligations prévues à l'article 4 ci-dessus.

Art. 7. — Le préfet peut, par arrêté motivé, ordonner provisoirement la fermeture de l'établissement ou du centre de placement, dans le cas où l'établissement ou le centre de placement a été ouvert ou fonctionnerait en contravention aux dispositions de l'article 4, dans celui où la santé des mineurs est mise en péril par le régime de l'établissement ou du placement ou par l'insalubrité des locaux, s'il se produit des faits d'immoralité, des sévices ou des mauvais traitements à l'encontre des enfants,

si le directeur de l'établissement ou du centre de placement refuse de se soumettre à la surveillance prévue à l'article 2 ci-dessus.

Sauf le cas d'urgence, le préfet, sur le rapport du service d'inspection, adresse au directeur de l'établissement ou du centre de placement des injonctions utiles et lui impartit un délai pour remédier aux inconvénients ou abus signalés.

Dans le cas où il ordonne la fermeture, le préfet peut, aux frais des organisateurs, faire assurer le retour des mineurs dans leur famille ou leur hébergement dans d'autres collectivités.

Art. 8. — Le ministre de l'éducation nationale peut, par arrêté motivé et après avis de la section permanente du conseil de l'éducation populaire et des sports, les intéressés ayant été dûment invités à fournir leurs explications, prononcer à l'égard de toute personne responsable ayant gravement mis en péril la santé et la sécurité matérielle ou morale des mineurs l'interdiction temporaire ou permanente de participer, à quel titre que ce soit, à la direction et à l'encadrement d'institutions ou d'organismes régis par le présent décret ainsi que de groupements de jeunesse régis par l'ordonnance du 2 octobre 1943.

Art. 9. — Seront punis d'une amende de 60 à 400 NF et d'un emprisonnement de dix jours au plus, ou de l'une de ces deux peines seulement, ceux qui auront fait fonctionner un établissement prévu à l'article 4 du présent décret sans déclaration préalable ou en méconnaissance de l'arrêté préfectoral faisant opposition à l'ouverture.

Quiconque, par imprudence, négligence, inobservation des règlements aura gravement nui à la santé, à la sécurité matérielle ou morale des mineurs hébergés dans les conditions prévues par le présent décret sera puni d'un emprisonnement de dix jours à deux mois et d'une amende de 400 à 2.000 NF ou de l'une de ces deux peines seulement.

Sera puni des peines prévues au deuxième alinéa du présent article, ou de l'une d'elles seulement quiconque n'aura pas respecté l'une des mesures prises en application de l'article 7, alinéa 1<sup>er</sup> et de l'article 8 ci-dessus.

Art. 10. — Le ministre de l'éducation nationale, le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre de la santé publique et de la population, le ministre de l'intérieur et le ministre du travail sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 29 janvier 1960.

MICHEL DEBRÉ.

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'éducation nationale,  
LOUIS JOXE.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,  
EDMOND MICHELET.

Le ministre de l'intérieur,  
PIERRE CHATENET.

Le ministre de la santé publique et de la population,  
BERNARD CHENOT.

Le ministre du travail,  
PAUL BACON.

Le secrétaire d'Etat à l'intérieur,  
MICHEL MAURICE-BOKANOWSKI.

Date des élections partielles au comité consultatif des universités.

Le ministre de l'éducation nationale,

Vu l'ordonnance du 2 novembre 1945 relative à la nomination des professeurs titulaires ;

Vu les décrets des 19 décembre 1945 et 23 février 1950, modifiés par le décret du 14 mars 1958, relatifs au comité consultatif des universités ;

Vu l'arrêté du 14 mars 1958 portant organisation des élections au comité consultatif des universités ;

Vu l'arrêté du 16 janvier 1960 portant délégation de signature,

Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. — Des élections partielles au comité consultatif des universités auront lieu le mardi 23 février 1960, en vue de pourvoir les sièges vacants suivants :

A. — Division de la médecine.

2<sup>e</sup> section, 1<sup>re</sup> sous-section. — Remplacement de MM. Tapié et Pasteur-Vallery-Radot, retraités.

3<sup>e</sup> section, 2<sup>e</sup> sous-section. — Remplacement de M. Terracol, retraité.

3<sup>e</sup> section, 3<sup>e</sup> sous-section. — Remplacement de M. Lefebvre, retraité.

Catégorie D, professeurs chargés de cours à titre permanent. — Remplacement de M. Broussolle, retraité.

B. — Division des sciences.

Catégorie E, chefs de travaux. — Remplacement de Mme Grat-Cabanac, retraitée.

Art. 2. — La date des opérations de dépouillement est fixée au lundi 29 février 1960, à partir de 10 heures.

Le deuxième tour de scrutin aura lieu, éventuellement, le jeudi 10 mars 1960.

Les opérations de dépouillement de ce deuxième tour se dérouleront au ministère de l'éducation nationale, le lundi 14 mars, à partir de 10 heures.

Art. 3. — Le directeur de l'enseignement supérieur, les recteurs d'académie, les doyens des facultés intéressées et les directeurs des écoles nationales de médecine et de pharmacie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 1<sup>er</sup> février 1960.

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur général de l'enseignement supérieur,  
G. BERGER.

Administration académique.

Par arrêté du 22 décembre 1959, M. Maurice Fleury, rédacteur de l'administration académique au rectorat de Grenoble, est détaché auprès du directeur de l'enseignement supérieur pour exercer les fonctions de secrétaire à l'école d'été de physique théorique des Houches.

Le détachement de l'intéressé prendra effet du 1<sup>er</sup> avril 1959 et sera prononcé pour une durée de un an.

Liste des candidats admis au certificat d'études psychotechniques.

Par arrêté du 4 janvier 1960, les candidats dont les noms suivent sont reçus au certificat d'études psychotechniques (session de 1959) :

MM. Bercovitz (Adolphe), mention Bien ; Freysenge (Pierre), mention Bien ; Maugis (Michel) ; Deudon (Claude) ; Iff (Werner).

## MINISTRE DES FINANCES ET DES AFFAIRES ECONOMIQUES

Délégations de signatures.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre des finances et des affaires économiques,

Vu le décret du 30 septembre 1953 relatif à l'assainissement du marché de la viande ;

Vu le décret du 30 septembre 1953 relatif à l'organisation et au fonctionnement des organismes d'intervention économique de caractère privé ;

Vu le décret du 28 octobre 1953 fixant la composition du comité consultatif pour la gestion du fonds d'assainissement du marché de la viande ;

Vu le décret n° 54-1011 du 12 octobre 1954 relatif à la régularisation du marché du lait et des produits laitiers ;

Vu le décret du 13 janvier 1960 relatif à la composition du Gouvernement,

Décète :

Art. 1<sup>er</sup>. — Délégation est donnée à M. Marcille, inspecteur des finances, chef de service à la direction générale des prix et des enquêtes économiques, ou, en cas d'absence ou d'empêchement à M. Paillet, inspecteur des finances, chargé de mission à la direction générale des prix et des enquêtes économiques, et à M. Orgeolet, chef de service à la direction des relations économiques extérieures, ou, en cas d'absence ou d'empêchement, à M. Carré-Bonvalet, expert économique d'Etat, en fonctions à la direction des relations économiques extérieures, à l'effet de signer conjointement toutes conventions passées avec les exportateurs pour l'exécution des opérations effectuées avec le concours du fonds d'assainissement du marché de la viande et du fonds d'assainissement du marché du lait et des produits laitiers.

Art. 2. — Le ministre des finances et des affaires économiques est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 1<sup>er</sup> février 1960.

MICHEL DEBRÉ.

Par le Premier ministre :

Le ministre des finances et des affaires économiques,  
WILFRID BAUMGARTNER.